

ACCENT

LAIACT :

tout ce qu'il faut savoir



RÉDACTEUR
DE BLOG IA

Suggérer un sujet



Qu'est-ce que l'AI Act ?

- Une législation européenne qui encadre l'IA en fonction des niveaux de risque.
- Elle concerne chaque système d'IA ayant un impact sur les personnes au sein de l'UE, même si ce système a été développé en dehors de l'Europe.



Bientôt interdits : quels usages ?

Les systèmes d'IA présentant un « risque inacceptable », comme par exemple :

- Attribution de scores sociaux : classer des personnes selon des caractéristiques personnelles telles que l'origine, le niveau d'études ou même leur activité sur les réseaux sociaux.
- Reconnaissance d'émotions au travail, à l'école, ou reconnaissance faciale en temps réel dans les espaces publics. Pensez à une caméra dans une salle de classe qui évalue si les élèves sont attentifs, ou à un logiciel qui analyse les expressions faciales des candidats lors d'un entretien d'embauche.
- Manipulation comportementale à votre insu par l'IA. Par exemple, une application qui analyse la façon dont vous faites défiler votre écran, afin de vous suggérer certains messages ou achats sans que vous en ayez conscience.

Quelles obligations pour l'IA à « haut risque » ?

Certains secteurs doivent respecter des exigences très strictes, à cause des risques élevés liés à l'utilisation de l'IA pour certains services : ressources humaines, octroi de crédit, maintien de l'ordre, infrastructures critiques, etc.

Les obligations principales :

- Exigence de transparence et de documentation.
- Nécessité d'un contrôle humain et d'une grande précision.
- Utilisation obligatoire de données fiables et de haute qualité.
- Analyse des risques et, si besoin, certification externe.

Et si vous utilisez de l'IA générative (type ChatGPT) ?

- Obligation d'informer clairement que le contenu est généré par une IA.
- Fournir des renseignements transparents sur le fonctionnement, les limites et les données d'entraînement.
- Des obligations supplémentaires s'appliquent aux modèles dits « à fort impact ».





Concrètement, que doit faire votre entreprise ?

- Identifiez tous vos systèmes d'IA.
- Évaluez le niveau de risque pour chaque système.
- Retirez immédiatement les outils ou systèmes interdits.
- Mettez en place des règles claires sur l'utilisation de l'IA et assurez leur respect.
- N'oubliez pas d'intégrer aussi à votre politique interne les applications les plus connues, comme ChatGPT.

Calendrier ?

Les premières obligations sont déjà en vigueur depuis août 2024. De nouvelles règles entreront progressivement en application jusqu'à la fin 2030. Le meilleur moment pour agir ? C'est maintenant !

Pour plus d'informations ou pour (re)voir le webinar réalisé avec EY, rendez-vous ici :